



*Procès-verbal*  
*Le mardi 23 octobre 2001 - n° 46*

*10 heures*

**Président : M. Jean-Pierre Charbonneau**

---

*L'édition papier du Procès-verbal a préséance sur la présentation électronique de celui-ci.  
Le contenu de la table des matières n'est ni exhaustif ni limitatif.*

## **TABLE DES MATIÈRES**

La séance est ouverte à 10 h 05.

---

**AFFAIRES DU JOUR**

**Affaires prioritaires**

*Motions de censure*

M. Charest, chef de l'opposition officielle, propose :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement du Parti québécois pour sa gestion improvisée et inefficace des affaires de l'État.

À la suite d'une réunion avec les leaders parlementaires, M. Brouillet, vice-président, répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion de censure : vingt minutes sont accordées à l'auteur de la motion pour sa réplique et vingt minutes sont allouées au député indépendant ; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat ; dans ce cadre, le temps non utilisé par l'un des groupes s'ajoutera à celui de l'autre groupe, tandis que le temps non utilisé par le député indépendant pourra être redistribué entre les groupes parlementaires, et les interventions ne seront soumises à aucune limite.

Suit le débat sur la motion de M. Charest, chef de l'opposition officielle.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 20 du Règlement, les travaux se poursuivent au-delà de 12 heures.

---

**23 octobre 2001**

---

À 12 h 05, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

---

La séance reprend à 14 h 04.

---

Moment de recueillement

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Dépôts de documents**

M. Chevrette, ministre délégué aux Affaires autochtones, dépose :

Copie d'une entente, signée le 17 septembre 2001, entre le gouvernement du Québec et les conseils de bande d'Odanak et de Wôlinak concernant la pratique des activités de chasse et de piégeage à des fins alimentaires, rituelles ou sociales.  
(Dépôt n° 552-20011023)

---

Mme Harel, ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, dépose :

Le rapport annuel de la Société d'habitation du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2000 ;  
(Dépôt n° 553-20011023)

Le rapport annuel du Palais des Congrès de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001.  
(Dépôt n° 554-20011023)

**23 octobre 2001**

---

M. Brassard, ministre des Ressources naturelles, dépose :

Le plan de développement 2001-2002 de l'Agence de l'efficacité énergétique ;  
(Dépôt n° 555-20011023)

Le rapport annuel de l'Agence de l'efficacité énergétique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001 ;  
(Dépôt n° 556-20011023)

Le rapport annuel de la Régie de l'énergie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001 ;  
(Dépôt n° 557-20011023)

L'analyse des impacts des mesures introduites aux articles 59 et 139 de la *Loi sur la Régie de l'énergie* sur les prix et les pratiques commerciales dans la vente au détail d'essence ou de carburant diesel, en date du 20 juillet 2001.  
(Dépôt n° 558-20011023)

---

M. Rochon, ministre d'État au Travail, à l'Emploi et à la Solidarité sociale, dépose :

Le rapport annuel de la Commission des normes du travail, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001 ;  
(Dépôt n° 559-20011023)

Le plan stratégique 2001-2004 de la Commission des normes du travail.  
(Dépôt n° 560-20011023)

---

M. Trudel, ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux, dépose :

Le rapport annuel, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001, d'examen des plaintes de la Régie régionale de la santé et des services sociaux des Laurentides.  
(Dépôt n° 561-20011023)

23 octobre 2001

---

M. Legault, ministre de l'Éducation, dépose :

Le rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001.

(Dépôt n° 562-20011023)

---

M. Julien, ministre du Revenu, dépose :

Le rapport d'activité du ministère du Revenu résultant de la comparaison, du couplage ou de l'appariement des fichiers de renseignements au 31 mars 2001 ;

(Dépôt n° 563-20011023)

L'état détaillé intitulé « Remise de droits », pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001, en vertu de l'article 94 de la *Loi sur le ministère du Revenu* ;

(Dépôt n° 564-20011023)

Le sommaire statistique intitulé « Renonciation et annulation des intérêts, des pénalités et des frais », pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001, en vertu de l'article 94.1 de la *Loi sur le ministère du Revenu*.

(Dépôt n° 565-20011023)

---

M. Facal, ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, dépose :

Copie d'une entente administrative, signée en mai 2001, concernant l'échange de certains renseignements personnels contenus dans les dossiers du Curateur public et dans le registre de l'état civil, entre le Curateur public du Québec et le Directeur de l'état civil du Québec, accompagnée de l'avis favorable de la Commission d'accès à l'information du Québec sur cette entente, en date d'avril 2001.

(Dépôt n° 566-20011023)

---

Mme Lemieux, ministre d'État à la Culture et aux Communications, dépose :

### 23 octobre 2001

---

Le rapport annuel du Conseil des arts et des lettres du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001, accompagné d'une annexe faisant état des subventions et bourses accordées aux organismes et aux artistes professionnels ;  
(Dépôt n° 567-20011023)

Le rapport annuel du Conseil consultatif de la lecture et du livre, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001 ;  
(Dépôt n° 568-20011023)

Le rapport annuel de la Grande bibliothèque du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001 ;  
(Dépôt n° 569-20011023)

Le rapport annuel du Musée d'art contemporain de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001 ;  
(Dépôt n° 570-20011023)

Le rapport annuel du Musée des beaux-arts de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001 ;  
(Dépôt n° 571-20011023)

Le rapport annuel du Musée de la civilisation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001 ;  
(Dépôt n° 572-20011023)

Le rapport annuel du Musée du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001 ;  
(Dépôt n° 573-20011023)

Le rapport annuel de la Régie du cinéma, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001 ;  
(Dépôt n° 574-20011023)

Un avis de classement de la Commission des biens culturels concernant l'Église et le site de l'Église de Sainte-Marie de Beauce, et ce en vertu de l'article 29 de la *Loi sur les biens culturels* ;  
(Dépôt n° 575-20011023)

Un avis de classement de la Commission des biens culturels concernant la Maison Louis-Bertrand, son décor et son mobilier intérieur, à l'Île-Verte, et ce en vertu de l'article 29 de la *Loi sur les biens culturels*.  
(Dépôt n° 576-20011023)

**23 octobre 2001**

---

M. Ménard, ministre de la Sécurité publique, dépose :

Le rapport annuel du ministère de la Sécurité publique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001 ;

(Dépôt n° 577-20011023)

Le rapport annuel du Bureau du coroner, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2000.

(Dépôt n° 578-20011023)

---

M. Bégin, ministre de la Justice, dépose :

Le rapport annuel de l'Office des professions du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001 ;

(Dépôt n° 579-20011023)

Les rapports annuels, pour l'exercice terminé le 31 mars 2001, des ordres professionnels suivants :

— l'Ordre des agronomes du Québec ;

(Dépôt n° 580-20011023)

— l'Ordre des architectes du Québec ;

(Dépôt n° 581-20011023)

— l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec ;

(Dépôt n° 582-20011023)

— le Barreau du Québec ;

(Dépôt n° 583-20011023)

— la Chambre des notaires du Québec ;

(Dépôt n° 584-20011023)

— l'Ordre des chimistes du Québec ;

(Dépôt n° 585-20011023)

**23 octobre 2001**

---

- l'Ordre des comptables agréés du Québec ;  
(Dépôt n° 586-20011023)
  
- l'Ordre des comptables généraux licenciés du Québec ;  
(Dépôt n° 587-20011023)
  
- l'Ordre des ergothérapeutes du Québec ;  
(Dépôt n° 588-20011023)
  
- l'Ordre des hygiénistes dentaires du Québec ;  
(Dépôt n° 589-20011023)
  
- l'Ordre des ingénieurs du Québec ;  
(Dépôt n° 590-20011023)
  
- l'Ordre des inhalothérapeutes du Québec ;  
(Dépôt n° 591-20011023)
  
- l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec ;  
(Dépôt n° 592-20011023)
  
- l'Ordre des optométristes du Québec ;  
(Dépôt n° 593-20011023)
  
- l'Ordre des orthophonistes et audiologistes du Québec ;  
(Dépôt n° 594-20011023)
  
- l'Ordre des podiatres du Québec ;  
(Dépôt n° 595-20011023)
  
- l'Ordre des psychologues du Québec ;  
(Dépôt n° 596-20011023)
  
- l'Ordre des technologues en radiologie du Québec ;  
(Dépôt n° 597-20011023)
  
- l'Ordre des techniciennes et techniciens dentaires du Québec ;  
(Dépôt n° 598-20011023)
  
- l'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec ;

**23 octobre 2001**

---

(Dépôt n° 599-20011023)

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2000, des ordres professionnels suivants :

— l'Ordre des audioprothésistes du Québec ;  
(Dépôt n° 600-20011023)

— l'Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec.  
(Dépôt n° 601-20011023)

---

M. Cliche, ministre délégué à la Recherche, à la Science et à la Technologie, dépose :

Le rapport annuel du Centre de recherche industrielle du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001 ;  
(Dépôt n° 602-20011023)

Le rapport annuel du Conseil de la science et de la technologie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001 ;  
(Dépôt n° 603-20011023)

Le rapport annuel du Conseil québécois de la recherche sociale, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2001.  
(Dépôt n° 604-20011023)

---

M. le Président informe l'Assemblée qu'il a reçu, dans les délais prescrits, un avis de la motion à inscrire, au nom de la députée de Marguerite-Bourgeoys, au *Feuilleton et préavis* du 24 octobre 2001, pour débat aux affaires inscrites par les députés de l'opposition ce même jour.

Puis, il dépose :

Copie du texte de ladite motion.  
(Dépôt n° 605-20011023)

**23 octobre 2001**

---

23 octobre 2001

---

### Dépôts de rapports de commissions

M. Bertrand (Portneuf), à titre de président de la commission, dépose :

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 21 août 2001, a étudié en détail le projet de loi :

n° 174 Loi modifiant la Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux et d'autres dispositions législatives – rapporté sans amendement.

(Dépôt n° 606-20011023)

---

Mme Bélanger (Mégantic-Compton), à titre de présidente de la commission, dépose :

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, les 18 septembre et 17 octobre 2001, a tenu des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières sur le projet de loi n° 35, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique.

(Dépôt n° 607-20011023)

---

M. Lachance (Bellechasse), à titre de président de la commission, dépose :

Le rapport de la Commission des transports et de l'environnement qui, les 11, 12, 13 et 25 septembre et les 2 et 17 octobre 2001, a tenu des auditions publiques dans le cadre d'une consultation générale sur le document de référence intitulé *Le régime public d'assurance automobile au Québec*.

(Dépôt n° 608-20011023)

### Dépôts de pétitions

M. Bertrand (Portneuf) dépose :

**23 octobre 2001**

---

L'extrait d'une pétition, signée par 3 177 pétitionnaires de la municipalité de Saint-Casimir, concernant le lien entre les routes 354 et 363.

(Dépôt n° 609-20011023)

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Bergman (D'Arcy-McGee) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 12 022 résidents de l'île de Montréal, concernant le réaménagement de la carte électorale en ce qui concerne les circonscriptions se trouvant à Montréal.

(Dépôt n° 610-20011023)

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, Mme Beauchamp (Sauvé) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 161 pétitionnaires de l'Association québécoise de droit des personnes retraitées – section Montréal-Nord, concernant la réglementation pour les résidences privées d'hébergement pour aînés de plus de deux personnes ;

(Dépôt n° 611-20011023)

L'extrait d'une pétition, signée par 165 pétitionnaires de l'Association québécoise de droit des personnes retraitées – section Montréal-Nord, concernant la construction de centres d'hébergement de soins de longue durée.

(Dépôt n° 612-20011023)

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Cholette (Hull) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 15 015 pétitionnaires de la région de l'Outaouais, demandant la tenue d'un référendum sur le choix du nom de la nouvelle ville de l'Outaouais.

(Dépôt n° 613-20011023)

---

23 octobre 2001

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Simard (Montmorency) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 2 093 pétitionnaires de l'Association des Grands-Parents inc., concernant le droit de visite et de sortie des grands-parents avec leurs petits-enfants lors d'une rupture du couple.

(Dépôt n° 614-20011023)

### **Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel**

M. le Président informe l'Assemblée qu'il a reçu du ministre d'État à l'Éducation et à la Jeunesse, dans les délais requis, une demande d'intervention sur un fait personnel concernant des propos qu'aurait tenus à son endroit le député de Chomedey relativement à son empêchement de participer à un débat de fin de séance. Il déclare cette demande recevable.

Il donne alors la parole à M. Legault, ministre d'État à l'Éducation et à la Jeunesse, pour son intervention.

### **Questions et réponses orales**

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### **Motions sans préavis**

M. Dion (Saint-Hyacinthe), présente une motion concernant le Rendez-vous de mi-parcours du Forum sur l'agriculture et l'agroalimentaire québécois ; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

---

M. J. Baril, ministre délégué aux Transports et à la Politique maritime, propose :

23 octobre 2001

---

QUE l'Assemblée nationale souligne la première Journée maritime québécoise organisée aujourd'hui par la Société de développement économique du Saint-Laurent dans la foulée de la Politique de transport maritime et fluvial du gouvernement du Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

---

Mme Doyer (Matapédia) présente une motion concernant monsieur Robert Piché, pilote chez Air Transat ; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

---

Mme Blanchet (Crémazie) présente une motion concernant les fondations des hôpitaux Maisonneuve-Rosemont et St-Mary's ; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Brassard, leader du gouvernement, convoque :

- la Commission des finances publiques, afin d'étudier le projet de loi n° 34, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives.
- 

M. Pinard, vice-président, donne les avis suivants :

**23 octobre 2001**

---

- la Commission de l'administration publique se réunira en séance de travail afin de préparer l'audition du directeur de l'unité autonome de service du ministère de l'Environnement ;
- la Commission de l'administration publique se réunira également afin d'entendre le directeur de l'unité autonome de service du ministère de l'Environnement concernant la gestion du Centre d'expertise en analyse environnementale ;
- la Commission de la culture se réunira en séance de travail afin de préparer son rapport final sur la concentration des médias.

### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. Pinard, vice-président, informe l'Assemblée que, le mercredi 24 octobre 2001, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion de Mme Jérôme-Forget (Marguerite-Bourgeoys). Cette motion se lit comme suit :

QUE la Commission parlementaire des finances publiques se réunisse dans les plus brefs délais afin d'entendre, dans le cadre de la préparation du budget, la ministre des Finances sur l'état réel des finances publiques du Québec.

---

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Affaires prioritaires**

#### *Motions de censure*

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Charest, chef de l'opposition officielle.

23 octobre 2001

---

Le débat terminé, la motion est mise aux voix ; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Brassard, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

---

À 17 h 45, M. Bissonnet, vice-président, suspend les travaux jusqu'à 18 heures.

#### **Débats de fin de séance**

À 18 heures, l'Assemblée tient trois débats de fin de séance :

- le premier, sur une question adressée par M. Dupuis (Saint-Laurent) à M. Ménard, ministre de la Sécurité publique, concernant la Commission québécoise des libérations conditionnelles ;
- le deuxième, sur une question adressée par M. Després (Limoilou) à M. Trudel, ministre de la Santé et des Services sociaux, concernant les opérations reportées à l'hôpital de l'Enfant-Jésus et aux autres hôpitaux du Québec ;
- le troisième, sur une question adressée par M. Gautrin (Verdun) à M. Legault, ministre de l'Éducation, concernant l'état des locaux de l'école primaire de l'Île-des-Sœurs.

---

À 18 h 37, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 24 octobre 2001, à 10 heures.

*Le Président*

23 octobre 2001

---

JEAN-PIERRE CHARBONNEAU